

Carnets sur sol

## Philippe de Villiers à l'Académie des Sciences morales et politiques - II, le propos

Abandonnons l'étude purement verbale du discours de de Villiers pour nous concentrer sur notre seconde partie, plus précisément sur les postulats politiques du discours.

L'ensemble du discours s'axe autour de l'éloge du souverainisme, en tant que notion linguistique et que concept politique. Philippe de Villiers semble se féliciter de ***l'appropriation du terme par les médias***, sans considérer quelle sont les connotations dont ceux-ci imprègnent le terme - vaguement négative, me semble-t-il, même si ce n'est pas encore aussi insultant que "libéralisme". A ce titre, les antimondialistes sont beaucoup plus doués, et surtout beaucoup mieux servis par les médias. Le joli terme d'altermondialisme visant à corriger un terme qui reflétait trop clairement l'opposition frontale à toute ouverture. Evidemment, cette suprématie en termes d'image ne peut être atteinte que grâce à l'adhésion des milieux de l'information (adoption du terme de façon positive et immédiate, fauchage de champs d'expérimentation en vue traitement de la mucoviscidose passé sous silence, atténuation de la dimension xénophobe d'une certaine forme de désir de préférence sociale nationale, etc.). De Villiers ne disposant pas de ce soutien idéologique (volontaire ou non, je l'ignore), on ne peut pas lui reprocher de jubiler sur ce qu'il peut obtenir, à savoir l'adoption de sa terminologie.

L'éloge du souverainisme lui-même, à travers une définition séduisante. Le souverainisme serait ce qui empêche l'uniformisation, la dilution. Au lieu de confier à l'Europe la tâche de donner des règles communes à tous, plutôt servir les aspirations propres à chaque peuple, quitte à conserver un commerce privilégié commun. Il est assez amusant de déclarer cela lorsqu'on exalte un Etat jacobin qui écrase les régions, mais admettons que l'idée soit recevable en soi. A condition d'oublier aussi la politique régionale de l'Europe, qui compense justement la nécessaire réglementation commune.

En somme, la souveraineté constituerait le rempart de la souveraineté populaire, qui se situe dans les Etats, contre la *tetra oscurità* (ouaip, j'avais envie de faire mon De Villiers) de l'Europe

des technocrates, qui consacrent la force du Marché et l'arbitraire des valeurs de la classe des hauts fonctionnaires. La Nation contiendrait des valeurs étrangères à l'Europe, paradoxalement plus universelles. Encore une fois, c'est à condition de considérer que le modèle français dont il est tant question ces temps-ci, mais que l'on peut étendre à l'ensemble des attentes morales et sociales propres à la société française, serait dénué de subjectivité. Sans vouloir faire mon Brice Couturier (dont au demeurant j'apprécie le travail, contrairement à Emmanuel), en considérant les autres pays d'Europe, on ne peut qu'être frappé par la relativité de nos attentes et de la pertinence de notre système. La réflexion à plus grande échelle, considérant que la protection de l'emploi est aussi un frein à l'embauche qui accentue la peur de ne pas retrouver de travail une fois au chômage, si bien que les Français se sentent plus menacés que les habitants de pays moins protégés sur ce plan.

N.B. : Je ne plaide ici pour aucune mesure particulière ; il s'agit juste de faire remarquer les limites d'une conception qui prendrait la France pour centre idéologique : beaucoup de perspectives manquent alors. C'est l'impression que me donne la *jolie définition* de Philippe de Villiers, qui occulte pas mal de possibles, en conséquence.

Le principe de la nation populaire infaillible ne me convainc guère, comme j'en discutais avec Tom ici, si vous avez le courage de tout défricher (ctrl+f et "démocratie" devrait vous aider à trouver les points du débat correspondants). On rencontre plusieurs problèmes, comme la négation des minorités / la dictature des majorités, l'écran infranchissable de la représentation, l'absence éventuelle de compétence, de clairvoyance, d'altruisme des électeurs, etc. Penser que l'on est clairvoyant envers l'intérêt général parce qu'on participe d'un même groupe national, empreint de la même culture, semble au minimum très naïf. **Or c'est cette compétence ontologique qui sous-tend le discours de pas mal de souverainistes, de Villiers le premier.** Si son discours est éventuellement recevable sur un plan moral - un groupe donné de citoyens est plus légitime que la corrélation de représentants désignés indirectement -, il ne me semble pas pertinent sur le plan logique - en quoi les citoyens seraient-ils plus compétents ou même plus probes ?

Un point moins déterminant quant à l'argumentation, mais plus dérangeant encore. On a l'impression que pas mal de souverainistes avancent masqués. Derrière un discours qui nie les propriétés d'ascenseur économique et social de l'Europe - via un raisonnement un brin simpliste de vases communicants -, on ressent bien que l'orateur avance masqué. En entendant cet argument, j'ai bien sûr compris non pas "agissons pour nos intérêts respectifs", mais bien plutôt "chacun chez soi", ce qui, vous en conviendrez, n'est pas la même chose.

J'ai l'impression d'assister là à la nouvelle expression xénophobe à la mode : elle **se cache derrière un respect affiché des peuples**. Fermes les frontières pour protéger les petits Chinois de l'exploitation est l'un des arguments en vogue, chez Jean-Marie Le Pen. De la même façon

que permettre aux Polonais d'accéder au marché commun, ce serait favoriser un nivellement de l'Europe sociale par le bas qui serait tout aussi défavorable aux Polonais qu'aux Français, selon l'extrême-gauche. Sans parler de haine, on dissimule mal une peur panique de la différence sous ces discours.

Celui de de Villiers est certes moins obtus, mais parfois à la frange, comme dans notre exemple de l'Europe qui serait impuissante à améliorer le sort des pays auxquels elle s'ouvre.

Il va de soi que nous aurons eu droit au Cheval de Troie - venant pour l'occasion non pas de Grèce mais... de Troie ! **La Turquie** va répandre son système aliénant à travers l'Europe. On ne nous a pas évoqué le siège de Vienne, mais peu s'en faut. Il est aisément compréhensible que la Turquie, partageant majoritairement des valeurs distinctes de celles de l'Europe - ce à quoi l'implantation d'un islam vivace, pratiqué plus rigoureusement, n'est en effet pas étranger -, pose un véritable problème d'intégration : pour débattre et gouverner, il faut disposer d'un minimum de valeurs communes. Certes. Les arguments géographiques sont peu convaincants, en revanche, puisqu'il s'agit de conventions humaines - seule l'Eurasie représentant une réalité géographique indiscutable - et qu'une union sur des bases idéologiques et économiques n'a pas besoin de ce type de repères : il faut que les valeurs soient partagées et que le commerce soit aisé (d'où la nécessité de la proximité).

Encore une fois, ce ne sont pas tant les arguments réfutables de de Villiers qui laissent perplexes que l'acharnement horrifié sur cette question. Les réticences peuvent être légitimes, mais le ton haineux employé, qui ne manque pas de faire d'Erdogan le Malin en personne, a quelque chose de malsain. D'autant plus que la Turquie n'entrera pas dans l'Union Européenne :

- nous sommes régis par le Traité de Nice, qui apparemment limite les frontières européennes.

Il faudrait donc une dérogation pour permettre l'entrée de la Turquie.

- l'unanimité est, très logiquement, la règle pour l'entrée d'un nouveau membre. Avec la modification constitutionnelle française qui entend permettre aux gouvernements de se laver les mains de la promesse donnée en laissant légitimement le choix au peuple souverain, la Turquie n'entrera jamais dans l'UE. Les Français ne l'accepteront jamais.

- même Si le TECE était adopté par intervention divine (je sais, j'écoute trop d'opéra), il sera impossible d'accepter l'entrée de la Turquie sans attiser la colère de bon nombre de peuples et surtout déséquilibrer l'Union (à cause du poids démographique dans les votes) ; il faudra donc d'abord voter un nouveau texte, à l'unanimité. Ce qui peut signifier que, paradoxalement, ce texte repousserait lui aussi pour longtemps l'entrée de la Turquie : le temps que ce Traité devienne obsolète et qu'on résolve de nouvelles négociations...

Bref, même avec les hypothèses les plus farfelues, je ne vois pas comment faire entrer la Turquie dans l'Europe à moyen terme. Faire un étendard de cette question relève donc de l'argumentation en trompe-l'oeil et de la rhétorique de l'épouvantail à moineaux.

A présent que j'ai fait mon Publius, poursuivons dans les **faux rapports logiques**. Selon PdV, les organisations supranationales qui empièteraient sur la souveraineté, du genre de l'Europe, mèneraient inévitablement à l'affaiblissement national et, partant, à la soumission

globale aux Empires qui nous asserviront avant de nous entraîner dans leur chute. Partir de l'exemple de l'OTAN qui se cache derrière cette déclaration pour bâtir une vision historique du monde tout entier me semble une induction assez légère. Ou en tout cas insuffisamment démontrée pour que je comprenne de quoi il retourne et surtout quels en sont les arguments. J'ai l'impression d'avoir affaire à une remarque certes utile pour son propos, mais gratuite d'un point de vue logique.

Bien entendu, parmi les faux rapports logiques, je me suis retenu de citer les propos arbitraires et autogratulateurs comme *quand on voit par exemple le Puy du Fou tenir la dragée haute à Disney* - outre que *Disney* n'est pas *Disneyland*, l'affirmation n'a rien à faire en contexte (les ensembles de coopération régionaux ! ) et sa gratuité mériterait d'être vérifiée. Des rires francs ont d'ailleurs parcouru la salle à ce moment.

Pour finir détendu, un dessert plus léger. PdV nous parle de l'impossibilité pour la Turquie d'entrer dans l'UE si elle ne reconnaît pas l'un de ses membres, à savoir **Chypre**. Jusque là tout va bien, c'est assez logique, même si la récente remarque de notre Premier Ministre à ce sujet visait la ligne de touche au lieu de soulever le problème de fond, à savoir les négociations et leur contenu : la reconnaissance de Chypre n'était pas demandée pour remplir le dossier d'adhésion, et ce n'est que maintenant qu'elle sort du chapeau... Certes, la revendication est légitime, mais pourquoi ne paraît-elle qu'à présent - astuce prévue, astuce improvisée, grave oubli, clause tacite ?

Toujours est-il que notre héros pourfend la position laxiste de l'Europe à ce sujet : *Une Europe de souverainistes ne laisserait pas piétiner la souveraineté d'un de ses États membres jusqu'au point d'interdire aux Chypriotes d'exercer leur droit d'établissement dans la partie nord de l'île*, nous dit-il. Ce qui est amusant, c'est que les Turcs n'empêchent rien du tout, puisque le référendum d'unification a été rejeté par la seule partie grecque, qui ne tenait pas à intégrer la partie moins développée économiquement. Il s'agit là soit d'une manifestation d'incompétence, soit d'une volonté délibérée de désinformer qu'on désigne généralement sous le joli vocable de *démagogie*, notion qui flirte ici avec le mensonge. Amusant mais point trop, donc. En fait de dessert léger, ce sera une copieuse tarte des demoiselles Tatin. Sans crème anglaise. (Et puis quoi encore, *anglaise* ! )

### Conclusion globale

En somme, une allocution agréable, qui présente des concepts gentiment délivrés de la coque dépréciative qui les entoure si souvent, le tout dans une langue qui tantôt flatte l'oreille, tantôt divertit par son ridicule. (presque) Dommage que tout cela n'ait manifestement aucun fondement politique sérieux.

En me relisant, je m'aperçois que la critique peut paraître sévère, alors que j'ai pris beaucoup de plaisir à écouter cette conférence. Je disais *agréable*, juste précédemment. C'est le mot.

David - vacancierdesconfes

Copyright : DavidLeMarrec - 2005-08-24 21:31:11